

Issa Tchiroma Bakari, Ministre camerounais de la communication est resté constant sur ses déclarations face aux ONG au sujet de la crise anglophone.Selon le porte-parole du gouvernement, il est clair, ces ONG veulent déstabiliser le Cameroun.

C'est autour des journalistes réunis hier 24 octobre à Yaoundé que Issa Tchiroma Bakari a dénoncé le dernier rapport de l'ONG International Crisis Group. Le ministre a également cité une « coalition d'organisations au service de ceux qui veulent faire main basse sur le Cameroun ».

Ci-dessous l'intégralité des propos du ministre au cours de ce point de presse.

Mesdames, Messieurs les Journalistes,

Je vous souhaite une chaleureuse bienvenue à cette rencontre à laquelle je vous ai conviés, pour nous entretenir au sujet du dernier rapport de l'ONG « International Crisis Group », sur la crise qui prévaut dans les Régions du Nord-ouest et du Sud-ouest.

Comme vous avez pu le noter, « International Crisis Group » a, en l'espace de deux mois à peine, commis deux rapports tous à charge contre le Gouvernement camerounais, sur la situation que je viens d'évoquer. Le plus récent de ces deux rapports daté du 19 octobre 2017,

contient des contre-vérités d'une gravité telle que le Gouvernement ne pouvait rester sans voix, face à une agression aussi poignante. Le Gouvernement réfute par conséquent l'entièreté de ces allégations et rejette totalement, autant le rapport de International Crisis Group du 2 août 2017 que celui publié le 19 octobre dernier.

La position du Gouvernement est dictée par le fait qu'à chaque fois, « International Crisis Group » s'est livré à un véritable réquisitoire à charge, composé de faits et d'accusations sans aucun fondement, sans le moindre rapport avec la réalité, pour tout dire, de purs ragots, en lieu et place d'un rapport objectif basé sur une observation et une analyse contradictoire de la situation. De fait, « International Crisis Group » a entièrement construit son réquisitoire sur la base d'informations fondamentalement erronées, profondément biaisées et volontairement agrandies. Pour ce faire, « International Crisis Group » qui n'a jamais opéré la moindre descente sur le théâtre des évènements, a préféré faire siennes d'autres allégations toutes aussi mensongères qu'inadmissibles publiées par une autre ONG du reste peu crédible dénommée REDHAC, le Réseau des Droits de l'Homme en Afrique Centrale.

En outre, « International Crisis Group » a cru devoir puiser sa source dans les informations fantaisistes publiées dans un ou deux journaux paraissant en France, et dont les reporters n'ont à aucun moment, foulé le sol camerounais depuis le déclenchement des susdits évènements. Au final, au lieu d'un rapport digne de ce nom, « International Crisis Group » nous sert un document univoque élaboré au mépris de tous les canons d'usage en la matière.

Pour le démontrer, je commencerai tout d'abord par la genèse que les auteurs du rapport du 19 octobre 2017 entendent attribuer à cette situation de crise. Pour « International Crisis Group » en effet, le Gouvernement camerounais porte l'entière responsabilité de l'escalade de la crise ; d'abord, en raison du caractère prétendument inadapté des réponses apportées par le Chef de l'État aux revendications exprimées à cette occasion, réponses que le rapport qualifie de « mesures cosmétiques » ; ensuite, à cause de la répression qualifiée de meurtrière des Forces de Sécurité, face à une déclaration d'indépendance, qu'ils trouvent tout juste « symbolique » d'un État fictif et à des marches pacifiques des militants sécessionnistes.

Or, comme chacun le sait, à la suite du préavis de grève déposé par certains syndicats d'enseignants relevant du sous-système éducatif anglophone et de certains avocats d'expression anglaise au mois de novembre 2016, le Président de la République avait immédiatement prescrit au Premier Ministre, Chef du Gouvernement, l'ouverture des négociations avec des interlocuteurs ayant exprimé lesdites revendications. Toutes celles de ces revendications qui avaient été jugées fondées et opportunes, ont trouvé une oreille favorable auprès du Chef de l'État, qui a pris toutes les mesures appropriées à cet effet, ceci en dépit de la surenchère dolosivement entretenue par bon nombre de négociateurs qui faisaient face au Gouvernement. Et d'ailleurs, les activistes concernés ne se sont pas limités à l'expression de revendications corporatistes.

Certains d'entre eux ont lancé et entretenu des mots d'ordre de grève et de paralysie des activités économiques et sociales, orchestrant des actes de violence, d'intimidation et de destruction des biens publics et privés, et allant même jusqu'à la profanation des symboles de la nation et aux attaques armées contre les édifices publics. C'est dans ce contexte que des interpellations ont été effectuées sur des personnes prises en flagrant délit d'actes de

vandalisme ou de commandite de troubles à l'ordre public. Malgré cela et dans un souci d'apaisement et de restauration d'un climat de sérénité propice au dialogue, le Chef de l'État a, usant des pouvoirs que lui confèrent les lois et règlement de la République en la matière, ordonné l'arrêt des poursuites contre 55 de ces individus. Contrairement à ce que prétend donc « International Crisis Group », non seulement l'escalade de la violence n'a pas attendu le 1er octobre pour se produire, mais l'initiative de cette violence appartient bel et bien aux activistes devenus de véritables belligérants aux relents terroristes.

S'agissant maintenant des mesures prises par le Président de la République et que le rapport qualifie de « cosmétiques », je voudrais rappeler que le Chef de l'État a agi sur la base des revendications clairement exprimées par les syndicalistes et les Avocats d'expression anglaise, là où les lois et la Constitution de la République l'autorisaient à statuer de la sorte. En revanche, sur la question de la sécession, il faudrait que « International Crisis Group » indique un seul cas au monde où l'amputation du territoire d'un pays a fait l'objet d'une quelconque transaction. En faisant le choix d'une position aussi radicale que celle de la constitution d'un État indépendant à l'intérieur des limites territoriales du Cameroun, les sécessionnistes se sont mis dos au mur et n'ont pas laissé d'autre choix à la République que de rejeter sans réserve leur projet inique et de défendre les valeurs fondamentales de la nation que sont la Paix, l'Unité nationale et l'Intégrité du territoire. En ce qui concerne le débat sur le fédéralisme, cette question n'est évidemment pas taboue au Cameroun, puisque certains partis politiques ayant pignon sur rue l'ont inscrite dans leurs programmes.

Ces partis politiques se présentent régulièrement avec leurs programmes fédéralistes aux différentes consultations électorales, mais avec les résultats que l'on sait. À titre d'illustration, lors de la dernière élection présidentielle, le Président de la République dont l'État unitaire constitue le crédo politique, a engrangé près de 78% des suffrages, là où le premier parti de l'opposition dont le fédéralisme constitue le leitmotiv récoltait à peine plus de 10% des votes favorables. C'est donc dire que le peuple camerounais, détenteur de la souveraineté, a désormais tourné la page du fédéralisme pour ouvrir celle de l'intégration nationale. Mais au demeurant, quiconque au Cameroun pense que l'État fédéral pourrait de nouveau être de mise, n'a qu'à solliciter les suffrages des électeurs à ce sujet, dans le cadre de n'importe quelle consultation électorale.

Pour ce qui est du bilan des évènements du 1er octobre dernier, « International Crisis Group » parle de massacre perpétré par les Forces de Défense et de Sécurité qui selon cette ONG, auraient tiré à balles réelles sur des manifestants pacifiques et sans défense. Là encore, il ne s'agit que d'une grossière tentative de désinformation à tout le moins fantasmagorique ! Je voudrais à ce sujet, rappeler une fois de plus les circonstances dans lesquelles une dizaine de personnes ont perdu la vie lors de ces évènements. Ce qui en soi est déjà fort regrettable, puisqu'il s'agit envers et contre tout des vies humaines, sacrifiées à l'autel de l'hystérie politique de ceux qui ont choisi de s'emparer du pouvoir par des voies détournées et en tout cas, extra-démocratiques. Comme je le disais déjà le 2 octobre dernier, cinq personnes – des détenus – sont mortes à la suite d'une tentative d'évasion de la prison de Kumbo.

Deux de ces personnes ont été victimes de piétinement lors des mouvements de foule, et trois autres ont été neutralisées par des gardes pénitentiaires, conformément au protocole en vigueur dans ce genre de situations. En dehors de ces cinq morts tombés lors de leur tentative

d'évasion, les autres ont été touchés par des tirs de riposte règlementaire, alors que les Forces de Défense et de Sécurité étaient la cible de snippers qui ouvraient le feu sur eux à partir de lieux embusqués, au moyen d'armes de tous calibres. Et comme vous le savez, dès lors qu'un policier, un gendarme ou un militaire subit une attaque armée, la riposte s'effectue en situation de légitime défense. Au cours de ces affrontements, une douzaine de membres des Forces de Défense et de Sécurité ont été grièvement blessés, dont certains par des balles tirées par les assaillants. Cela ne semble pas émouvoir outre mesure les auteurs du rapport de « International Crisis Group ».

Tout comme ne s'en trouve pas émue non plus cette même ONG face à l'attentat à la bombe du 22 septembre 2017, à l'attaque au cocktail Molotov d'un dortoir de plus d'une centaine de jeunes filles au Collège Sacré Cœur de Bamenda, à la tentative de mise à feu d'un dépôt de carburant de la SCDP à Douala, qui aurait pu embraser la moitié de la capitale économique du Cameroun, ou encore au dernier attentat éventré grâce à la vigilance de nos Forces de Défense et de Sécurité dans un autre groupe scolaire toujours à Bamenda.

Si cela ne relève pas d'actes de terrorisme, qu'est-ce que cela serait donc ? Question à « International Crisis Group » et à ses affidés politico-médiatiques qui préfèrent aseptiser de tels crimes pour accabler un Gouvernement légitime remplissant ses missions régaliennes de protection des personnes et des biens. Pendant ce temps, « International Crisis Group » préfère absoudre les sécessionnistes de toute responsabilité dans les violences perpétrées parfois au moyen d'incendies et des attentats à la bombe. Ce sont, affirment les auteurs du rapport, des groupuscules non-identifiés qui seraient à la base de ces violences, pour tenter de les attribuer par la suite au mouvement sécessionniste. Si ce n'est pas de l'intelligence avec une entreprise terroriste, qu'est-ce que cela serait donc ? Autre question à « International Crisis Group » et à ses affidés politico-médiatiques. Voilà donc toute la vérité. Tout autre dire sur cette question ne peut dès lors relever que du mensonge, de la désinformation, de l'intoxication et d'une propagande infecte en faveur d'une cause illégitime et criminelle. Dans cette démarche qui frise l'aveuglement et l'hystérie, « International Crisis Group » va jusqu'à mettre en accusation la communauté internationale et les partenaires du Cameroun qu'il n'hésite pas à taxer de complaisant, d'indolents et même de complices du Gouvernement camerounais.

Tous les partenaires bilatéraux et multilatéraux du Cameroun le seront et le demeureront, tant qu'ils n'auront pas accompagné l'action des sécessionnistes par des sanctions militaires et un embargo économique sur le Cameroun, dixit « International Crisis Group ». En tout état de cause, et faute d'avoir à se soumettre aux injonctions exprimées par International Crisis Group, le Cameroun vivrait l'enfer alimenté par une insurrection armée qui rendrait le Cameroun totalement ingouvernable. Mesdames, Messieurs les Journalistes, Chacun de vous se rendra donc compte, à la lumière de quelques morceaux choisis de ce réquisitoire, de ce qu'en lieu et place d'une ONG de défense des droits de l'Homme, nous avons à faire à une véritable officine de déstabilisation, à la solde des mouvements sécessionnistes et des intérêts inavoués qui ne rêvent que d'installer le chaos dans notre pays.

Nous avons à faire à une coalition ennemie liguée contre notre pays et dont la question anglophone, après Boko Haram, n'est qu'un prétexte commode pour détruire notre édifice national et installer les conditions favorables à la satisfaction de leurs intérêts. Mais, cette

coalition, dont le réseau des ONG prétendument caritatives - qu'il s'agisse d'Amnesty International, d'International Crisis Group, de Human Rights Watch, de Comitee To Protect Journalists, du REDHAC, le Réseau des Droits de l'Homme en Afrique Centrale, ou encore, de Reporters Sans Frontières pour ne citer que celles-là - n'est que la face visible de l'hydre. Cette coalition disais-je, doit savoir que le Peuple camerounais n'est pas dupe de leurs collusions et de leurs visées déstabilisatrices. Notre peuple (dont les forces de Défense et de Sécurité constituent une composante importante), du Nord comme du Sud, de l'Est ou de l'Ouest, musulmans et chrétiens, anglophones et francophones, tous unis vent debout dans un sursaut de devoir, de fierté et d'orgueil national se mobilisent derrière l'Élu de la nation,Son Excellence Monsieur Paul BIYA pour éventrer, tailler en pièces cette conspiration ourdie par des prédateurs qui ne rêvent que de faire main basse sur nos richesses naturelles, et qui pour ce faire, se servent de ces ONG et de quelques comparses dans le but de déstabiliser et de faire régner le chaos dans notre cher et beau pays.

Je l'ai dit et je le redis ici: les Camerounais ne sont pas dupes. Leur détermination à défendre l'intégrité territoriale de notre nation, de notre modèle sociétal, notre vouloir vivre ensemble, dans une solidarité à toute épreuve, se mesure à l'aune des sacrifices consentis par les pères fondateurs de notre nation, dont nous devons être des dignes héritiers. Mesdames et Messieurs les Journalistes, La guerre au 21ème siècle est d'abord plus communicationnelle que militaire. C'est pour cette raison que j'invite toute la presse, tous les communicateurs, quel que soit leur outil de prédilection, à être des gardiens jaloux de ce que nous sommes, c'est-à-dire une très grande et une très belle nation, unie derrière son Chef, résolument décidés à faire de la presse à la fois un rempart contre toute agression et un adjuvant pour le développement de notre nation. Je vous remercie de votre aimable attention.